

## *Le Banco Popular y de Desarrollo Comunal*

### Histoire

Le Banco Popular y de Desarrollo Comunal (BPDC, que l'on peut traduire par *Banque populaire et de développement commun*) costaricain est une banque publique de développement non étatique. Elle fut créée par une loi de 1969. Depuis, le groupe s'est développé en cinq filiales offrant une large gamme de services financiers : banque, assurances, fonds de pension et banque d'investissement. [Son mandat](#) statue que sa mission est de participer au « *développement économique et social* » et au « *bien-être des travailleurs* ». Elle exerce une mission centrale d'intérêt général.

### Gouvernance

Le BPDC est « propriété des travailleurs ». Cela signifie que la banque est propriété entière des 1,2 million de clients qui la capitalisent par leurs dépôts (soit 20% de la population du Costa Rica). L'accès à la copropriété est possible un an après l'ouverture d'un compte en banque.

Le principal organe exécutif du BPDC est l'Assemblée des travailleurs. Composée de 290 membres représentant les clients-copropriétaires de la banque, choisis au sein des 10 secteurs économiques et sociaux définis au Costa Rica<sup>1</sup>, c'est elle qui définit les objectifs et l'orientation stratégique de l'activité de l'institution. Elle se divise en cinq pôles, dont un comité de contrôle, qui s'assure de son bon fonctionnement et prévient les discriminations en son sein, et une commission permanente pour les femmes, créée en 1997 ([Institute of Development Studies 2020](#)). Il faut noter que la parité est obligatoire dans les principaux organes décisionnels de l'institution, y compris à l'échelle régionale.

Cette assemblée est également en charge de désigner quatre des sept membres du Conseil national d'administration de la banque (la *Junta Directiva Nacional*), les trois autres étant désignés par l'exécutif. Ce conseil est en outre responsable devant l'Assemblée et lui rend compte des résultats de la banque tous les ans ([Spronk et al. 2024](#)).

Au-delà de sa gouvernance notablement démocratique, le BPDC a également recours à des modes de gestion participatifs. Pour établir sa stratégie 2017-2020, elle a par exemple mené une consultation nationale auprès de plus de 1500 personnes, afin de les interroger sur leurs besoins et les perspectives qu'ils envisageaient pour une banque « appartenant aux travailleurs ». Suite à ces consultations, la banque a adopté une résolution inscrivant un triple objectif à sa mission : promouvoir le développement économique, environnemental et social au Costa Rica. Eu égard à ces différents modes d'implication de la société civile dans ses processus de décision, le BPDC est considéré comme la banque publique d'investissement la plus démocratique du monde ([Spronk et al. 2024](#)).

---

<sup>1</sup> Secteurs artisanaux, communaux, coopératives, autogérés, indépendants, professeurs, employés, syndicats confédérés ou non-confédérés, solidaires.

## Sources de financement et fonctionnement

Autre particularité qui distingue la BPDC au sein de la galaxie des banques publiques : sa principale source de capitalisation est issue de contributions obligatoires sur l'ensemble des salaires versés dans le pays. Cette cotisation représente 1,5 % de la masse salariale, dont 0,5 % est versée par les employeurs et 1 % est versé par les employés. Les contributions récoltées sont, dans un premier temps, enregistrées à l'actif de la banque et servent à financer ses activités commerciales. Après 18 mois, le BPDC reverse 1,25 % du montant total des contributions prélevées aux différents fonds de pension choisis par chaque contributeur (y compris à sa propre filiale de gestion de pensions), et retient 0,25 % en capitaux propres. Cette contribution, assimilable à de « l'épargne obligatoire », est également complétée par l'épargne volontaire de la part des citoyens costaricain ([Spronk et al. 2024](#)). La banque gère 9 % de la totalité des dépôts effectués au sein du système financier costaricain ([OCDE 2020](#)).

La filiale bancaire commerciale du BPDC est composée de deux branches. La première, accorde des prêts à des conditions standard par rapport au marché, sans plafond quant au montant du prêt. La seconde, appelée branche de « développement social », permet aux clients et aux entités ayant des capacités de paiement plus limitées de se financer à des conditions avantageuses. Cette branche dispose en effet de plusieurs fonds, qui accordent des prêts à des taux d'intérêt inférieurs aux taux du marché, avec des conditions et échéanciers de remboursement accommodants et adaptés aux caractéristiques de chaque emprunteur. Le Fonds de développement social, par exemple, a été créé en 2012 à la demande de l'Assemblée de travailleurs. Il cible les associations, les organisations communales et les acteurs de l'économie sociale qui ont le plus de difficulté à se financer sur le marché traditionnel.

Ce fonds, comme d'autres au sein de la branche de développement social, est abondé à partir d'un pourcentage prélevé sur les profits réalisés par le BPDC. Par ailleurs, certains d'entre eux ne sont pas « réglementés ». En ce sens, selon la loi costaricaine, les opérations réalisées à partir de ces fonds, auprès des clients les plus risqués, n'apparaissent pas au bilan comptable de l'institution ([Spronk et al. 2024](#)).

## Rôle dans le financement de la transition écologique

Le BPDC propose des produits financiers spécifiquement verts, dont des éco-prêts aux particuliers et aux entreprises (notamment les PME), qui leur permettent de financer des projets à portée environnementale. Parmi eux, on retrouve par exemple des prêts destinés à financer la rénovation thermique des logements ou à faciliter l'achat de véhicules électriques. Comme les autres prêts accordés par l'institution, ces prêts peuvent bénéficier de conditions avantageuses adaptées aux besoins des emprunteurs.

Le BPDC finance également de nombreuses associations communales responsables de l'assainissement de l'eau ou de la distribution d'énergie dans tout le pays, y compris celles se trouvant dans les zones rurales les plus isolées. Celles-ci, qui accomplissent des missions de service public, rencontrent en effet des difficultés à se financer auprès d'institutions bancaires privées traditionnelles. Pour ces associations communales, les prêts accordés par le BPDC sont la principale source de financement dans le pays ([Spronk et al. 2024](#)). Un autre projet notable financé en partie

par l'institution a été le rachat d'une zone naturelle vulnérable afin de la protéger de la surexploitation.

En juin 2024, la banque chiffrait à [178 milliards de colons](#) (soit environ 300 millions d'euros) le financement total consacré à des projets à portée environnementale.